Questions orales

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

ON DEMANDE CE QUE LE GOUVERNEMENT ENTEND FAIRE RELATIVEMENT AUX ÉCHECS SIGNALÉS PAR LE COMMISSAIRE

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Dans son rapport annuel le commissaire aux langues officielles dit, et je voudrais citer deux phrases:

... il est clair qu'en consacrant autant de temps et d'efforts au jeu constitutionnel, le gouvernement a non seulement provoqué une réaction négative dans certains milieux, mais a raté d'excellentes chances de promouvoir par ailleurs les droits des minorités. En fait, au lieu de saisir l'occasion de montrer l'exemple, de balayer devant sa porte et de s'attacher avec les provinces à l'amélioration de programmes et de services si essentiels pour les minorités, le gouvernement fédéral a peut-être au contraire réussi à détourner l'attention de réformes plus que nécessaires.

Ma question est donc la suivante: Le premier ministre peut-il dire à la Chambre ce qu'il entend faire face aux échecs troublants que le commissaire aux langues officielles a signalés dans son rapport?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je crois que cela pourra se discuter devant le comité de la Chambre habilité à recevoir le rapport du commissaire et si les renseignements sont exacts, le leader du gouvernement à l'appel des motions va proposer un renvoi de ce rapport audit comité. Il y a, évidemment, beaucoup de choses à dire sur ce rapport. Ces choses-là seront dites devant le comité. Pour le moment je m'étonne que les députés nous demandent comment répondre à cette accusation du commissaire à l'effet que nous n'avons pas assez fait pour protéger les minorités. La Charte est pleine de dispositions destinées à protéger les minorités linguistiques notamment, sans parler des autres. Mais je serais heureux de déclarer maintenant qu'avec le consentement des députés de l'autre côté la prochaine étape sera d'essayer d'obtenir l'application de l'article 133 à la province d'Ontario, par exemple. J'espère que nous aurons l'unanimité de la Chambre lorsque le moment sera venu pour exercer une pression dans ce sens.

M. Clarke: Madame le Président, je suis membre du comité auquel le premier ministre s'est référé, mais j'aimerais savoir si ce dernier entend laisser ce rapport sur la même tablette que celle où repose celui de la Commission Pepin-Robarts?

M. Trudeau: Madame le Président, je dirai que dans le domaine de la loi sur les langues officielles, je suis très heureux de constater l'intérêt renouvelé de la part de l'opposition officielle de débattre ce sujet. Encore une fois, dans cinq minutes nous allons proposer un renvoi de ce rapport au comité mixte. Je suis très heureux de savoir à l'avance que nous aurons la participation active et constructive de l'opposition officielle pour améliorer la situation des deux langues officielles au Canada.

LES AÉROPORTS

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT A L'INTENTION D'APPLIQUER UNE NOUVELLE POLITIQUE SUR LE COÛT DU CARBURANT

M. Robert Gourd (Argenteuil-Papineau): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. A la suite des déclarations d'un fonctionnaire du ministère des Transports selon lesquelles l'aéroport de Mirabel semble nettement défavorisé quant au coût du carburant exigé des transporteurs par rapport à celui demandé aux transporteurs à l'aéroport de Toronto et à ceux de l'Ouest, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a l'intention d'appliquer une nouvelle politique sur le coût du carburant qui favoriserait l'ensemble du Canada, sans pour autant désavantager le plus grand aéroport de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire Mirabel?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, dans son budget du 28 octobre, le ministre des Finances avait indiqué à la Chambre qu'il avait l'intention de mettre en œuvre une taxe sur le carburant utilisé par tous les avions effectuant des vols internationaux. Ceci aurait pour effet de mettre sur le même pied tous les aéroports du Canada en ce qui concerne les vols internationaux. Dans cinq minutes ou un peu plus, j'espère déposer une motion des voies et moyens qui mettra en vigueur la décision annoncée par le ministre des Finances dans l'exposé budgétaire. Ceci devrait remédier complètement aux problèmes soulevés par l'honorable député et faire en sorte qu'effectivement Mirabel soit exactement dans la même situation que n'importe quel autre aéroport au Canada. En fait, il ne s'agissait d'ailleurs pas seulement de Mirabel, mais de tous les aéroports de l'Est du Canada qui se trouvaient placés dans cette situation un peu différente de celle des aéroports à partir de Toronto.

* * *

[Traduction]

PETRO-CANADA

LA MÉTHODE UTILISÉE POUR FINANCER L'ACQUISITION DE PETROFINA

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. On a annoncé un peu partout que le ministre avait l'intention d'imposer une taxe sur l'essence pour financer l'acquisition de Petrofina. J'aimerais savoir pourquoi le ministre a recours à ce moyen qui ne peut qu'ajouter à la spirale inflationniste qui est déjà une source de difficultés, étant donné que cette mesure ne peut qu'augmenter le prix qu'aura à payer chaque consommateur au Canada et qu'elle augmentera le coût du transport de chaque Canadien au lieu de...

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre.

M. Baker (Nepean-Carleton): Volte-face!

Mme le Président: Il vaudrait mieux que le député s'abstienne de prononcer un discours et se contente de poser sa question.